

# Sierra Leone

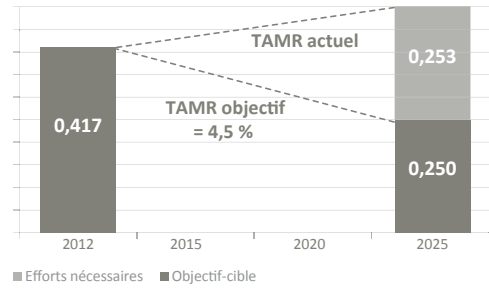
Date d'adhésion :  
Janvier 2012

## Faits marquants

- Le gouvernement de la Sierra Leone a accordé la priorité à la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme un projet clé dans la stratégie de réduction de la pauvreté, l'Agenda pour la prospérité étant un programme phare.
- En collaboration avec les organismes de coordination de district (DCB) établis et les médias, les OSC renforcent et coordonnent les messages sur l'alimentation et la nutrition.
- Avec le soutien des commissions parlementaires de contrôle des questions de santé, de l'agriculture, de genre et d'éducation, les commissions parlementaires accélèrent l'adoption des législations en faveur de l'alimentation et de la nutrition, garantissent que tous les programmes, politiques et stratégies de développement ont un impact positif sur l'état nutritionnel des femmes et des enfants.

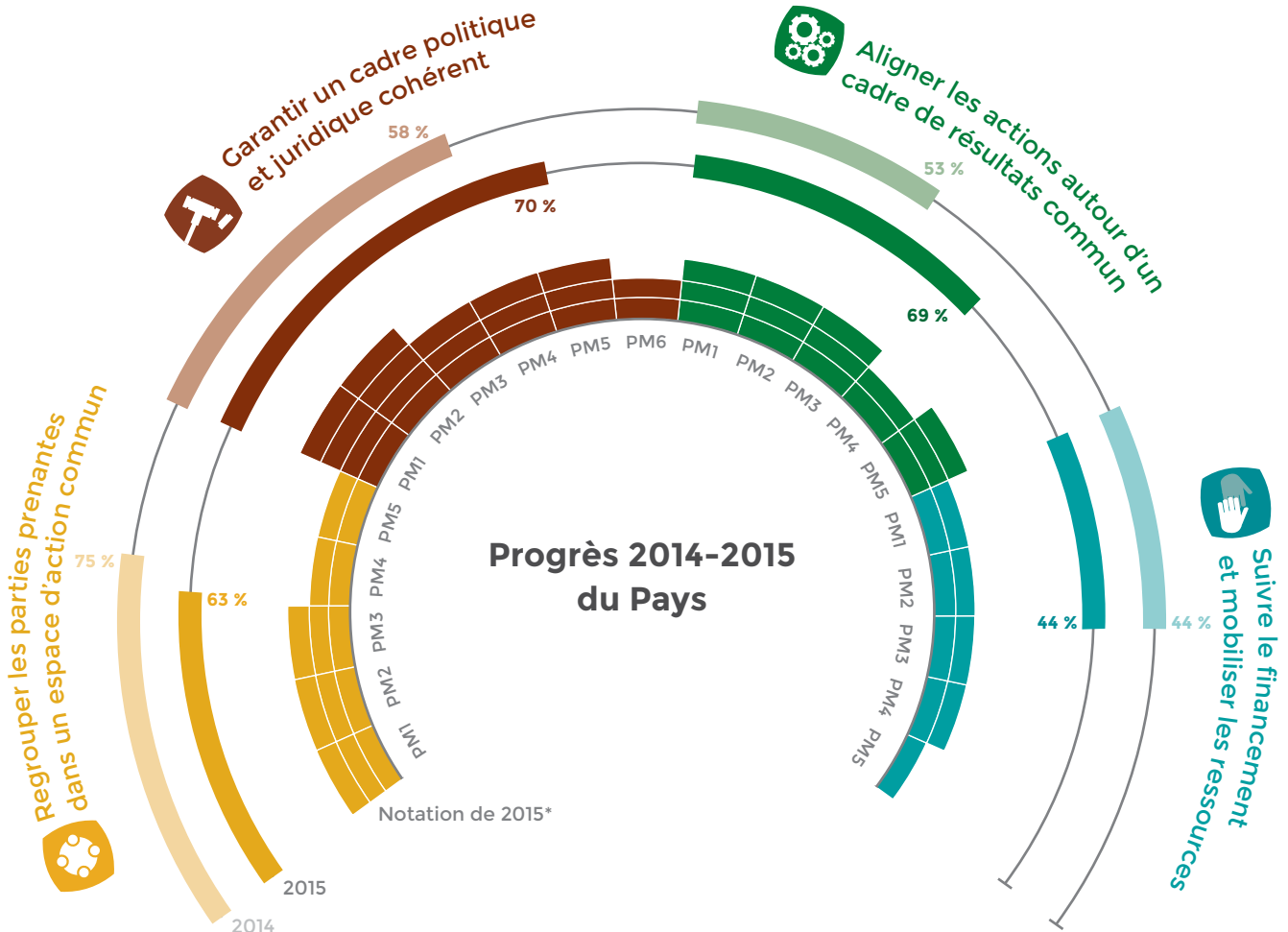
### Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 44,9 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 24,8 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	37,9 %
Faible poids à la naissance :	7,1 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	32,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	9,4 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	8,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	45,2 %

\*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



\*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



L'épidémie d'Ebola a de lourdes conséquences sur les domaines clés du développement (agriculture, éducation, commerce, transports et santé) ; et le Secrétariat du Mouvement SUN, logé dans le bureau du vice-Président, a pleinement conscience des défis difficiles pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la forte charge des maladies, en particulier parmi les secteurs les plus vulnérables de la société. La République de Sierra Leone a demandé à toutes les parties prenantes de la Plate-forme de la société civile (CSP), du Secteur privé, aux donateurs et à la famille des Nations Unies (ONU) (qui se réunit régulièrement) de collaborer avec le gouvernement pour soutenir le programme de renforcement de la nutrition (SUN) et de permettre au Secrétariat du Mouvement SUN de développer

et de soutenir les mécanismes de coordination multisectoriels de l'alimentation et de la nutrition au niveau des districts.

La CSP est composée des organisations non-gouvernementales nationales et internationales et des groupes communautaires qui travaillent dans divers domaines, y compris les agriculteurs, les pêcheurs, les défenseurs des droits de l'homme, les groupes de femmes, les associations de jeunes, les organismes de recherche, les groupes de consommateurs, les syndicats qui peuvent s'unir comme une voix puissante appelant à l'action et à l'investissement en faveur de la nutrition. La CSP collabore avec les médias pour renforcer et coordonner les messages sur l'alimentation et la nutrition.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Pour assurer un soutien politique total au programme du Mouvement SUN, l'exécutif politique est bien informé et comprend parfaitement la nécessité d'inclure la nutrition dans l'agenda politique en matière de développement du pays. Avec le soutien des commissions parlementaires (santé, agriculture, genre, et éducation), le Parlement accélère la promulgation d'une législation en faveur de la nutrition. Les comités parlementaires demandent également des précisions sur les résultats nutritionnels des enfants de moins de cinq ans et des femmes en âge de procréer pour toutes les politiques, programmes et stratégies de développement qui sont adoptés au Parlement. Les parlementaires veillent à l'intensification de la participation de la communauté et à la compréhension des questions de nutrition ainsi qu'à la durabilité des programmes.

La République de Sierra Leone a fait de la nutrition une priorité dans son Document quinquennal de stratégie pour la réduction de la pauvreté, encore appelé l'« Agenda pour la prospérité ».

**La Politique nationale d'alimentation et de nutrition a été validée et lancée en juin 2015.** D'autres politiques spécifiques à la nutrition (sur la malnutrition du nourrisson et du jeune enfant, la malnutrition aiguë et la supplémentation en micronutriments) et des politiques contribuant à la nutrition couvrant des secteurs clés comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement, et la santé publique existent mais doivent être opérationnalisées. Les agences des Nations Unies ont intégré la nutrition dans leurs programmes et plans de développement national, et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF) et procèdent à l'appui technique pour finaliser la législation qui renforce le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le Plan de mise en œuvre national pour l'alimentation et la nutrition (NFNIP) sert de cadre de résultats commun. Il a été examiné, validé et lancé en juillet 2015 par le vice-président. Le budget du NFNIP a été élaboré par les parties prenantes de multiples secteurs en vue de traduire les buts, les objectifs et les stratégies énoncés dans le projet de politique nationale de l'alimentation et de la nutrition en domaines et activités prioritaires réalisables. Les

programmes sont alignés sur les domaines prioritaires avec la participation des ministères concernés, du gouvernement local et des groupes de parties prenantes externes. Neuf points focaux ministériels ont été identifiés pour soutenir la mise en œuvre des interventions et des services renforcés et il est nécessaire de développer un outil commun de suivi basé sur des indicateurs de résultats. Le développement de l'outil a été reporté en raison de l'épidémie d'Ebola.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Le gouvernement paie les salaires des employés du Secrétariat du Mouvement SUN et fournit également la logistique. Le budget du NFNIP a été finalisé en 2014 et le gouvernement en finance la plus grande partie (y compris la dotation en personnel et les opérations). Toutefois, cette approche a été mise à rude épreuve par l'épidémie d'Ebola bien que le gouvernement soit toujours engagé à augmenter les ressources pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et doit maintenir des lignes budgétaires spécifiques pour la nutrition dans les budgets des ministères de la Santé et de l'Agriculture. La République de Sierra Leone a recruté du personnel dans les ministères de

la Santé, de l'Agriculture, des Forêts, de la Sécurité alimentaire et de la Protection sociale. **Irish Aid entend continuer à soutenir le secteur de la nutrition en 2015, surtout au cours de la phase de récupération post-Ebola.** Les donateurs et la CSP encouragent le Secrétariat du Mouvement SUN à suivre et à évaluer l'exécution du budget de la nutrition du ministère des Finances et du Développement économique et des partenaires au développement. Le Parlement joue également un rôle important dans la promotion de l'engagement financier du gouvernement et a augmenté son financement en faveur des interventions Mouvement SUN dans le pays.

Suivre le financement et mobiliser les ressources